



Société Anonyme au Capital de 1 901 200 €  
Siège social : 75 rue de Lourmel, 75015 Paris.

RCS Paris B 330 148 438

Société cotée sur Eurolist d'Euronext, compartiment C.

Code ISIN : FR0000057903 - Code Reuters : UMUL.LN - Code Datastream : F:UNIV

## **Rapport financier semestriel Semestre clos le 30 septembre 2011**

Le présent rapport a été diffusé conformément aux dispositions de l'article L.451-1-2 *III* du Code Monétaire et Financier et des articles 222-4 et suivants du règlement général de l'Autorité des Marchés Financiers (« AMF »). Il est notamment disponible sur le site de notre société [www.universal-multimedia.net](http://www.universal-multimedia.net).

### ***RAPPORT SEMESTRIEL D'ACTIVITE***

#### **Présentation**

La société Universal Multimédia est spécialisée dans l'étude, l'industrialisation et la commercialisation d'ensembles et de sous-ensembles électroniques utilisant la technologie des écrans plats destinés au marché grand public et professionnel, en France et à l'export.

La société a été classée par l'ANVAR société innovante par décision N° A98 05 119QFI du 5 novembre 1998. L'ANVAR a accordé à la société pour le projet mettant en œuvre la technologie clé : **TC9 : ECRANS PLATS** le label « TECHNOLOGIE CLE » le 16 avril 2002.

Son programme Recherche s'oriente sur le développement du téléviseur intelligent (numérique, haute définition, interactive et évolutive), vers le concept de la maison numérique et vers les outils de l'affichage public de l'image dynamique. L'axe de ce programme est une stratégie produits-services

#### **Historique et évènements marquants survenus au cours du semestre écoulé**

L'activité de Recherche et Développement de la société UNIVERSAL MULTIMEDIA reste toujours très active.

A la demande de Cdiscount, les contrats de prestations conclus en août 2009 ont été renégociés. Les nouveaux contrats prévoient une rémunération équivalente à 1,5% du chiffre d'affaires total hors taxes réalisé, facturé et encaissé par la Société Cdiscount sur les produits approvisionnés et commercialisés sous les marques CONTINENTAL EDISON.

Outre ces prestations, la Société UNIVERSAL MULTIMEDIA a commercialisé sur ce semestre des écrans LCD et LED ainsi que de l'affichage dynamique lié au marché des services funéraires

Par jugement en date du 16 novembre 2010, le Tribunal de Commerce de Paris a approuvé la modification du plan de continuation et a reporté l'échéance relative à la 3<sup>ème</sup> année (584 K€), initialement prévue en avril 2010, au 31 décembre 2010. A ce jour, le montant de cette échéance n'a été payé qu'à hauteur de 100 000 € par UNIVERSAL MULTIMEDIA. La 4<sup>ème</sup> annuité de 1 469 K€ n'a pas été réglée.

Le Tribunal a accepté de renvoyer l'affaire à plusieurs reprises en raison de l'évolution des démarches entreprises actuellement par UNIVERSAL MULTIMEDIA dans le cadre d'un protocole d'accord avec un investisseur asiatique intervenant sur le même secteur d'activité qu'UNIVERSAL MULTIMEDIA et possédant une filiale en Europe.

Lors de l'audience qui s'est tenue le 14 septembre dernier, un délai supplémentaire a été donné à la Société UNIVERSAL MULTIMEDIA et à l'investisseur afin de finaliser l'ensemble des négociations avec les principaux créanciers. Le Tribunal a ainsi renvoyé l'affaire au 7 décembre 2011.

L'échec des actions actuellement entreprises rendrait impossible la poursuite des activités de la société.

La société UNIVERSAL MULTIMEDIA n'ayant plus de participation dans une société susceptible d'être retenue dans son périmètre de consolidation, elle n'a plus à procéder à l'établissement de comptes consolidés. Les comptes inclus dans le présent rapport semestriel d'activité sont établis selon le référentiel comptable français applicable aux comptes individuels.

Les comptes sociaux semestriels arrêtés au 30 septembre 2011 font ressortir un Chiffre d'Affaires de 158 K€ soit une baisse de 47% par rapport au semestre précédent et un résultat d'exploitation négatif de 302 K€. Les charges externes ont baissé de 65 K€ par rapport au semestre précédent et la masse salariale a baissé de 19 K€.

## **Principaux risques et incertitudes pour les 6 prochains mois**

### **Risques clients**

Dans les comptes clients, figurent pour 1 835 K€, des créances sur la Société BYA ELECTRONIC en Algérie.

Un plan d'étalement du remboursement établi sur 8 ans a été mis en place en 2008, le paiement de la quatrième annuité est fixé en avril 2012, et les trois premières annuités ont été honorées. Aucun élément d'information ne permet de douter à ce jour de la capacité de cette société à honorer les échéances futures de cette dette.

### **Risques liés à la sous-traitance**

A ce jour, il est inexistant.

### **Risques sur l'activité**

En raison du plan de continuation en cours, la société continue de subir les effets de son redressement judiciaire à savoir notamment qu'elle ne dispose d'aucun encours financier auprès de ses fournisseurs et de son partenaire bancaire.

## Risques de liquidité et de trésorerie

Au 30 septembre 2011, le montant du passif du plan de continuation d'UNIVERSAL MULTIMEDIA s'élève à 10 574 423,79€

L'échéancier d'apurement du passif s'établit comme suit :

année 1*	année 2*	année 3	année 4	année 5	année 6	année 7	année 8	année 9	année 10
1/04/08	1/04/09	1/04/10	1/04/11	1/04/12	1/04/13	1/04/14	1/04/15	1/04/16	1/04/17
598885	588882	584 619	1 469 013	1 468 706	1 468 545	1 468 545	1 468 545	1 468 545	1 174 836

Le Tribunal de Commerce de Paris a accepté de reporter la 3<sup>ème</sup> annuité du plan de continuation de continuation du 2 avril 2007 de 584.619,36 € Il nous reste à devoir sur cette échéance la somme de 483.997,62 € et la 4<sup>ème</sup> annuité de 1 469 K€ n'a pas été réglée. (cf Historique et événements marquants survenus au cours du semestre écoulé).

Au cas où les actions et démarches actuellement entreprises ne seraient pas couronnées de succès, la continuité de l'exploitation des activités de la société serait remise en cause.

## Principales transactions avec les parties liées

L'information détaillée concernant les transactions conclues avec les parties liées figure dans l'annexe des comptes au 30 septembre 2011.

## Chiffres d'affaires de l'exercice et perspectives jusqu'à la clôture de l'exercice

La société UNIVERSAL MULTIMEDIA continue d'axer tous ses efforts dans la relance de son activité, efforts ralentis par les effets de son redressement judiciaire (aucun encours financier auprès de ses fournisseurs et de son partenaire bancaire...).

## Evénements postérieurs à la clôture de la période semestrielle

Aucun événement d'importance non évoqué dans le présent rapport n'est intervenu depuis la date d'arrêté du 30 septembre 2011.

## Organe de direction

Aucune modification n'est intervenue au cours du premier semestre 2011/2012.

## Contacts

UNIVERSAL MULTIMEDIA

E-mail : [pca@universal-multimedia.net](mailto:pca@universal-multimedia.net)

## UNIVERSAL MULTIMEDIA

### **Déclaration du responsable du rapport financier semestriel**

J'atteste, à ma connaissance, que les comptes pour le semestre écoulé sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, du résultat et de la situation financière de la société UNIVERSAL MULTIMEDIA, et que le rapport semestriel d'activité présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les 6 premiers mois de l'exercice 2011/2012, de leur incidence sur les comptes, des principales transactions entre parties liées ainsi qu'une description des principaux risques et des principales incertitudes pour les 6 mois restants de l'exercice.

Saint-Germain des Prés, le 30 novembre 2011

Kacem AIT YALLA  
Président



**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES  
SUR L'INFORMATION FINANCIERE SEMESTRIELLE 2011**

**Période du 1<sup>er</sup> avril au 30 septembre 2011**

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES  
SUR L'INFORMATION FINANCIERE SEMESTRIELLE 2011**

**Période du 1<sup>er</sup> avril au 30 septembre 2011**

Aux Actionnaires  
**UNIVERSAL MULTIMEDIA SA**  
Paris

Mesdames, Messieurs,

En notre qualité de commissaire aux comptes et en application de l'article L.451-1-2 III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels de la société UNIVERSAL MULTIMEDIA SA, relatifs à la période du 1<sup>er</sup> avril au 30 septembre 2011, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels ont été établis sous la responsabilité du conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

**I. CONCLUSION SUR LES COMPTES**

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause, au regard des règles et principes comptables français applicables aux comptes individuels, la régularité et la sincérité des comptes semestriels et l'image fidèle qu'ils donnent du résultat des opérations du semestre ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de ce semestre.

Sans remettre en cause la conclusion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur les paragraphes intitulés :

- événements postérieurs à la clôture de la période semestrielle,
- règles et méthodes comptables.
- autres notes liées aux comptes semestriels (Risques de liquidité et de trésorerie),

relatifs à l'exposé de la problématique, des hypothèses et des incertitudes sur lesquelles repose actuellement l'appréciation du maintien du principe de la continuité de l'exploitation.

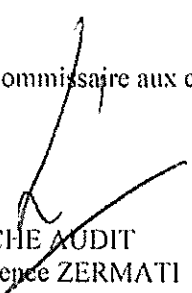
## II. VERIFICATION SPECIFIQUE

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels sur lesquels a porté notre examen limité.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels.

Fait à Paris, le 30 novembre 2011

Le Commissaire aux comptes



HOCHÉ AUDIT  
Laurence ZERMATI

**BILAN ACTIF**

	Brut	Amort.Prov	30/09/11	30/09/10
Capital souscrit non appelé				
<b>ACTIF IMMOBILISÉ</b>				
<b>Immobilisations incorporelles</b>				
Frais d'établissement				
Frais de recherche et développement				
Concessions, brevets, droit similaire				
Fonds commercial				
Autres immobilisations incorporelles				
Avances et acomptes/Immo. Incorp.				
<b>Immobilisations corporelles</b>				
Terrains				
Constructions				
Installations techniques, Mat. Outil.	37 995	31 543	6 451	9 775
Autres immobilisations corporelles	41 306	35 554	5 751	10 404
Immobilisations en cours				
Avances et acomptes				
<b>Immobilisations financières</b>				
Participations évaluées				
Autres participations	6 000	6 000		
Créances rattachées à des particip.				
Autres titres immobilisés	54 515	54 515		5 573
Prêts	143	143		
Autres immobilisations financières	245		245	230
<b>TOTAL (I)</b>	<b>140 203</b>	<b>127 756</b>	<b>12 447</b>	<b>25 982</b>
<b>ACTIF CIRCULANT</b>				
<b>Stocks</b>				
Matières premières approvisionnement.	2 272 651	2 218 537	54 114	54 254
En cours de productions de biens				
En cours de production de services				
Produits intermédiaires et finis	128 927	114 010	14 917	38 455
Marchandises	23 106	2 151	20 955	17 991
Avances & ac. versés/commandes	2 646		2 646	1 986
<b>Créances</b>				
Clients comptes rattachés	3 608 208	1 640 193	1 968 016	2 562 823
Autres créances	554 390	351 353	203 037	173 243
Capital souscrit et appelé, non versé				
<b>Divers</b>				
Valeurs mobilières de placement				313 529
Disponibilités	67 409		67 409	166 610
<b>Comptes de régularisations</b>				
Charges constatées d'avance	2 137		2 137	4 200
<b>TOTAL (II)</b>	<b>6 659 474</b>	<b>4 326 244</b>	<b>2 333 231</b>	<b>3 333 091</b>
Charges à répartir/plus. exer. (III)				
Primes de rembt obligations (IV)				
Écart de conversion actif (V)				
<b>TOTAL GENERAL (I à V)</b>	<b>6 799 678</b>	<b>4 453 999</b>	<b>2 345 678</b>	<b>3 359 073</b>



## BILAN PASSIF

	30/09/11	30/09/10
<b>CAPITAUX PROPRES</b>		
Capital social ou individuel	1 901 200	1 901 200
Primes d'émission, de fusion, d'apport...	4 714 226	4 714 226
Écarts de réévaluation		
Réserve légale	128 039	128 039
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves réglementées		
Autres réserves	1 622 016	1 622 016
Report à nouveau	-19 637 513	-19 200 295
<b>RESULTAT DE L'EXERCICE (Bénéfice ou perte)</b>	<b>-298 529</b>	<b>-201 919</b>
Subventions d'investissement		
Provisions réglementées		
<b>TOTAL (I)</b>	<b>-11 570 559</b>	<b>-11 036 733</b>
<b>AUTRES FONDS PROPRES</b>		
Produit des émissions de titres participatifs		
Avances conditionnées	208 404	208 404
<b>TOTAL (II)</b>	<b>208 404</b>	<b>208 404</b>
<b>PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES</b>		
Provisions pour risques		
Provisions pour charges		
<b>TOTAL (III)</b>		
<b>DETTES</b>		
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	7 575	7 575
Emprunts et dettes financières divers	7 607 228	7 640 851
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	9 375	614 250
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	3 009 230	2 859 181
Dettes fiscales et sociales	1 066 240	1 137 848
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	461 911	461 911
<b>COMPTES DE RÉGULARISATION</b>		
Produits constatés d'avance	48 658	
<b>TOTAL (IV)</b>	<b>12 161 558</b>	<b>12 721 616</b>
Ecarts de conversion passif (V)	1 497 617	1 465 786
<b>TOTAL GENERAL (I à V)</b>	<b>2 345 678</b>	<b>3 359 073</b>

## COMPTE DE RESULTAT

	30/09/11			30/09/10
	France	Exportation	Total	
Ventes marchandises	103 815		103 815	57 790
Production vendue de biens	27 054		27 054	171
Prod. vend. de services	27 188		27 188	239 277
<b>Chiffres d'affaires net</b>	<b>158 057</b>		<b>158 057</b>	<b>297 238</b>
Production stockée			-21 664	5 225
Production immobilisée				
Subventions d'exploitation				
Reprise /amortis.& Provision transfert de charges			1	1
Autres produits (1)			2	11
<b>Total produits d'exploitation (2)</b>			<b>136 396</b>	<b>302 475</b>
Achats marchandises			87 196	56 375
Variation stock marchandises			-10 050	
Achats matières premières & autres approvisionnements			99	
Variation stock matières premières & approvisionnement				235
Autres achats et charges externes (3)			131 127	197 480
Impôt, taxes et versements assimilés			6 974	7 496
Salaires & traitements			150 946	163 799
Charges sociales			64 633	70 170
Dotations aux amortissements sur Immobilisations			3 959	4 348
Dotations aux provisions sur Immobilisations				
Dotations aux provisions sur Actif circulant			2 819	1
Dotations aux provisions Pour risques & charges				
Autres charges			731	1
<b>Total charges d'exploitation (4)</b>			<b>438 434</b>	<b>499 905</b>
<b>RESULTAT D'EXPLOITATION</b>			<b>-302 038</b>	<b>-197 430</b>
Bénéfice attribué ou perte transférée				
Perte supportée bénéfice transféré				
Produits financiers de participations (5)				550
Produits des autres valeurs mobilières & créances.(5)				82
Autres intérêts & produits assimilés (5)			5	
Reprises sur provisions & transfert de charges				
Différences positives de change				
Produits nets sur cessions de v.m.p.				
<b>Total des produits financiers</b>			<b>5</b>	<b>632</b>
Dotations financières aux amortissements & Provisions				1 422
Intérêts & charges assimilés (6)				
Différences négatives de change				120
Charges nettes sur cessions de v.m.p.				
<b>Total des charges financières</b>				<b>1 542</b>
<b>RESULTAT FINANCIER</b>			<b>5</b>	<b>-910</b>
<b>RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS</b>			<b>-302 034</b>	<b>-198 340</b>

**COMPTE DE RESULTAT (SUITE)**

	30/09/11	30/09/10
Produits exceptionnels sur opérations de gestion	3 934	4 124
Produits exceptionnels sur opérations en capital		
Reprises sur Provisions & transferts de charges		
<b>Total produits exceptionnels (7)</b>	<b>3 934</b>	<b>4 124</b>
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion (6 bis)	429	90
Charges exceptionnelles sur opérations en capital		7 613
Dotations exceptionnelles aux amortissements & provisions		
<b>Total charges exceptionnelles(7)</b>	<b>429</b>	<b>7 703</b>
<b>RESULTAT EXCEPTIONNEL</b>	<b>3 505</b>	<b>- 3 579</b>
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise		
Impôts sur les bénéfices		
<b>TOTAL DES PRODUITS</b>	<b>140 335</b>	<b>307 231</b>
<b>TOTAL DES CHARGES</b>	<b>438 863</b>	<b>509 150</b>
<b>BENEFICE OU PERTE (Total des produits –Total des charges)</b>	<b>-298 529</b>	<b>-201 919</b>

(1) Produits nets partiels sur opérations à long terme		
(2) Produits de locations immobilières		
(2) Produits d'exploitation afférents à des exercices antérieurs (à détailler en (8))		
(3) Crédit bail mobilier		
(3) Crédit bail immobilier		
(4) Charges d'exploitation afférentes à des exercices antérieurs (à détailler en (8))		
(5) Produits concernant les entreprises liées		
(6) Intérêts concernant les entreprises liées		
(6bis) Dons faits aux organismes d'intérêt général		
(9) Transfert de charges		
(10) Cotisations pers. expl. (Primes et cot.)		
(11) redevances pour concessions de brevets, de licences (produits)		
(12) redevances pour concessions de brevets, de licences (charges)		

(7) Détail des produits et charges exceptionnels	Exercice N	
	charges exceptionnelles	produits exceptionnels
VOIR DETAIL EN ANNEXE		
(8) Détail des produits et charges sur exercices antérieurs	Exercice N-1	
	charges antérieures	produits antérieurs
VOIR DETAIL EN ANNEXE		

Désignation de l'entreprise : SA UNIVERSAL MULTIMEDIA

Annexe au bilan avant répartition de l'exercice clos le 30/09/11, dont le total est de 2 345 678 € et au compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste et dégageant une perte de 298 529 €uros.

L'exercice a une durée de 6 mois, recouvrant la période du 01/04/2011 au 30/09/11.

Les notes indiquées ci-après font partie intégrante des comptes semestriels.

Annexe au bilan et au compte de résultat du 01/04/11 au 30/09/11		Informations		
Éléments		Produites	Non produites	
n°		PAGES	N / S	N / A
<b>Règles et méthodes comptables</b>				
1	- Méthodes d'évaluation, calcul des amortissements et des provisions - Changement de méthode, dérogations - Informations complémentaires pour donner l'image fidèle	7		
<b>Compléments d'information relatifs au bilan et au compte de résultat</b>				
2	État de l'actif immobilisé	17		
3	État des amortissements	18		
4	État des provisions	19		
5	État des échéances des créances et des dettes	20-21		
Informations et commentaires sur :				
.1	Éléments relevant de plusieurs postes du bilan			X
.2	Réévaluation			X
.3	Frais d'établissement			X
.4	Frais de recherche appliquée et de développement			X
.5	Fonds commercial			X
.6	Intérêts immobilisés			X
.7	Intérêts sur éléments de l'actif circulant			X
.8	Différences d'évaluation / éléments fongibles de l'actif circulant			X
.9	Avances aux dirigeants			X
.10	Produits à recevoir	22		
.11	Charges à payer	23		
.12	Charges et produits constatés d'avance	24		
.13	Détail des charges et produits exceptionnels	25		
.14	Composition du capital social	26		
.15	Parts bénéficiaires			X
.16	Obligations convertibles			X
.17	Ventilation chiffre d'affaires net		X	
.18	Ventilation impôt sur bénéfices	27		
6	Crédit-bail		X	
7	Engagements financiers	28		
8	Dettes garanties par des sûretés réelles			X
9	Incidence des évaluations fiscales dérogatoires	29		
10	Accroissements et allègements de la dette future d'impôts	30		
11	Rémunérations des mandataires sociaux	31		
12	Effectif moyen	32		
13	Identité des sociétés mères consolidant les comptes de la société			X
14	Liste des filiales et participations	33-34		
15	Inventaire du portefeuille de valeurs mobilières		X	
16	Informations concernant les entreprises liées			X
17	Résultat de la société au cours des 5 derniers exercices	35		

N / S : non significatif  
N / A : non applicable

## REGLES ET METHODES COMPTABLES

### Faits caractéristiques

La société UNIVERSAL MULTIMEDIA n'a pas de participation dans une société susceptible d'être retenue dans son périmètre de consolidation, elle n'a donc pas à procéder à l'établissement de comptes consolidés.

En conséquence, les comptes sont établis selon le référentiel comptable français applicable aux comptes individuels.

La société Universal Multimédia est spécialisée dans l'étude, l'industrialisation et la commercialisation d'ensembles et de sous-ensembles électroniques utilisant la technologie des écrans plats destinés au marché grand public et professionnel, en France et à l'export.

La société a été classée par l'ANVAR société innovante par décision N° A98 05 119QFI du 5 novembre 1998. L'ANVAR a accordé à la société pour le projet mettant en œuvre la technologie clé : **TC9 : ECRANS PLATS** le label « TECHNOLOGIE CLE » le 16 avril 2002.

Son programme Recherche s'oriente sur le développement du téléviseur intelligent (numérique, haute définition, interactive et évolutive), vers le concept de la maison numérique et vers les outils de l'affichage public de l'image dynamique. L'axe de ce programme est une stratégie produits-services.

La Société UNIVERSAL MULTIMEDIA a commercialisé sur ce semestre des écrans LCD et LED ainsi que de l'affichage dynamique destiné au marché des services funéraires.

### Plan de continuation

Par jugement du 13 février 2006, le Tribunal de Commerce de Paris a ouvert une procédure de redressement judiciaire. Le 2 avril 2007, un plan de continuation sur 10 ans a été adopté et homologué par le Tribunal de Commerce de Paris.

Les montants retenus, après paiement des créances inférieures à 300€ et des créances super-privilégiées, s'élèvent à 11 787 653€.

Au 30 septembre 2011, le montant du passif s'élève à 10 574 423,79€.

L'échéancier d'apurement du passif s'établit comme suit :

année 1* 1/04/08	année 2* 1/04/09	année 3 1/04/10	année 4 1/04/11	année 5 1/04/12	année 6 1/04/13	année 7 1/04/14	année 8 1/04/15	année 9 1/04/16	année 10 1/04/17
598885	588882	584 619	1 469 013	1 468 706	1 468 545	1 468 545	1 468 545	1 468 545	1 174 836

\* les échéances relatives aux « année 1 » et « année 2 » ont été réglées\* L'échéance relative à l'« année 3 » a été réglée à hauteur de 100 000€, une audience au Tribunal de Commerce a été fixée au 7 décembre 2011 (cf paragraphe Faits de l'exercice).L'échéance relative à l'« année 4 » n'a pas été réglée.

**Faits de l'exercice et Evènements postérieurs à la clôture**

Par jugement en date du 16 novembre 2010, le Tribunal de Commerce de Paris a approuvé la modification du plan de continuation et a reporté l'échéance relative à la 3<sup>ème</sup> année (584 K€), initialement prévue en avril 2010, au 31 décembre 2010. A ce jour, le montant de cette échéance n'a été payé qu'à hauteur de 100 000 € par UNIVERSAL MULTIMEDIA. La 4<sup>ème</sup> annuité de 1 469 K€ n'a pas été réglée.

Le Tribunal a accepté de renvoyer l'affaire à plusieurs reprises en raison de l'évolution des démarches entreprises actuellement par UNIVERSAL MULTIMEDIA dans le cadre d'un protocole d'accord avec un investisseur asiatique intervenant sur le même secteur d'activité qu'UNIVERSAL MULTIMEDIA et possédant une filiale en Europe.

Lors de l'audience qui s'est tenue le 14 septembre dernier, un délai supplémentaire a été donné à la Société UNIVERSAL MULTIMEDIA et à l'investisseur afin de finaliser l'ensemble des négociations avec les principaux créanciers. Le Tribunal a ainsi renvoyé l'affaire au 7 décembre 2011.

**Règles et méthodes comptables**

Les conventions comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices,

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Traitement des opérations partiellement exécutées à la clôture :

Les opérations partiellement exécutées à la clôture sont comptabilisées selon la méthode à l'avancement qui est considérée comme préférentielle.

Cette méthode consiste à comptabiliser le résultat et le chiffre d'affaires à l'avancement.

Une provision pour perte est comptabilisée si la marge prévisionnelle de l'opération est négative.

Dans le cadre de l'audience prévue le 7 décembre prochain, l'échec des actions actuellement entreprises rendrait impossible la poursuite des activités de la société.

La continuité de l'exploitation des activités de la société serait remise en cause, ce qui devrait entraîner l'abandon du principe comptable de continuité d'exploitation, dans le cadre de l'établissement de ses comptes annuels et de ses situations semestrielles et conduire à établir les comptes en valeur liquidative.

**Changement de présentation**

Néant.

## Notes liées à l'actif du bilan

### Immobilisations corporelles et incorporelles

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition ou à leur coût de production.

Les frais accessoires (droits de mutation, honoraires ou commissions et frais d'actes) sont incorporés au coût d'acquisition des immobilisations.

Le coût de production inclut le prix d'achat des matières consommées des coûts attribuables à la préparation en vue de l'utilisation envisagée après déduction des rabais, remises et escomptes de règlement.

Les intérêts des emprunts spécifiques à la production d'immobilisations ne sont pas inclus dans le coût de production de ces immobilisations.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant les modes linéaire ou dégressif en fonction de la durée de vie prévue :

---

• Agencements et aménagements des constructions	5 à 10 ans
• Matériel et outillage industriels	2 à 10 ans
• Matériel de transport	2 à 5 ans
• Matériel de bureau et informatique	3 à 10 ans

---

Les coûts de recherche et développement sont enregistrés en charge de l'exercice au cours duquel ils sont encourus. Ils s'élèvent, au titre de l'exercice clos au 30 septembre 2011 à 127 K€ (masse salariale 125 K€ - charges externes : 2 K€).

### Immobilisations financières, filiales et participation

La société Sybatronic étant en liquidation judiciaire, les titres détenus par Universal Multimédia (6000€) sont provisionnés à 100%.

### Autres titres immobilisés

La société UNIVERSAL MULTIMEDIA détient 13 989 actions propres pour une valeur d'acquisition de 54 515 €. Une provision pour dépréciation de 100% a été constatée compte tenu de la suspension du cours de bourse le 4 mars 2011.

La valeur brute est constituée par le coût d'achat hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

La valeur d'inventaire correspond au cours de bourse.

Les actions de la société Universal Multimédia sont cotées Code ISIN FR0000057903 au compartiment C Euronext Paris.

La société n'a pas acheté ni vendu d'actions propres au cours l'exercice clos au 30.09.11.



## Stocks

Les stocks sont évalués suivant la méthode *premier entrée, premier sorti*.

La valeur brute des marchandises et des approvisionnements comprend le prix d'achat et les frais accessoires.

Les produits fabriqués sont valorisés au coût de production comprenant les consommations, les charges directes et indirectes de production, les amortissements des biens concourant à la production. Le coût de la sous - activité est exclu de la valeur des stocks. Les intérêts sont toujours exclus de la valorisation des stocks.

Une provision pour dépréciation des stocks égale à la différence entre la valeur brute déterminée suivant les modalités indiquées ci-dessus et le cours du jour ou la valeur de réalisation déduction faite des frais proportionnels de vente, est effectuée lorsque cette valeur brute est supérieure à l'autre terme énoncé.

## Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale.

## Autres créances

Le poste Autres créances comporte des avances et acomptes versés sur des commandes en 2005 pour un montant de 351K€.

Afin de tenir compte du risque lié à ces acomptes, une provision pour dépréciation de ces actifs a été constituée pour un montant de 351K€.

**Notes liées au passif du bilan****Capitaux propres**

Compte tenu du résultat fortement déficitaire des trois années précédentes et de l'exercice, les capitaux propres sont négatifs de 11 570 559 € au 30 septembre 2011.

**Avances conditionnées**

Ces avances portant sur un montant de 220 000 € majoré de pénalités de retard à hauteur de 21 560€ ont été déclarés au passif chirographaire de la société dans le cadre du plan de continuation. Suite au paiement des deux premières échéances du plan, le solde comptable est de 208 K€.

**Provisions**

Elles sont évaluées selon le coût réel des dépréciations encourues.

Les variations des postes correspondent à l'évolution des actifs et des risques de la société.

**Provisions pour risques**

Néant.

**Provision pour charges**

Néant.

**Charges à payer**

Aucune provision n'a été comptabilisée pour les honoraires des commissaires aux comptes, de l'expert comptable et des avocats relatifs à des prestations non effectuées au 30 septembre 2011 conformément à l'avis de CNCC.

Le montant des honoraires non provisionnés en raison de non réalisation des prestations à la date du 30 septembre 2011 s'élève à 30 K€.

**Emprunt**

Aucun nouvel emprunt n'a été souscrit sur l'exercice.

**Prêts d'actions**

Les deux principaux actionnaires ont respectivement prêtés 69 204 actions Universal Multimédia et 15 210 actions Universal Multimédia à la société afin de boucler le montage du financement de REVOX Inc en 2003.

Le prêt de consommation d'actions a été comptabilisé au cours du transfert des titres UNIVERSAL MULTIMEDIA /REVOX Inc (14,45€/actions).

Les titres n'ayant pas encore été restitués aux prêteurs, ceux-ci possèdent de ce fait une créance de restitution des titres envers la Société UNIVERSAL MULTIMEDIA, même si le remboursement des deux prêts n'a pas été exigé à leur échéance.

Par prudence, la différence entre la dette initialement constatée à l'égard des prêteurs (1 219 780€) et le montant des prêts affichés au 30 septembre 2011, soit 2 € compte tenu de la suspension du cours, a été maintenu au passif du bilan, au poste écart de conversion, pour tenir compte de l'obligation de la société UNIVERSAL MULTIMEDIA, concernant la restitution future des actions UNIVERSAL MULTIMEDIA prêtées.

## Engagements hors bilan

### Engagements donnés avant juin 2005 :

Les engagements hors bilan de la société sont principalement des engagements de garantie conventionnels concernant des contrats classiques avec des partenaires financiers : banque et société de crédit bail.

Les engagements pris en matière de pensions et retraite sont limités : il représente un engagement total de 16 K€.

Dans le cadre des ouvertures de crédits documentaires octroyés en 2005 par un partenaire financier et non remboursés à ce jour, la société est bénéficiaire d'une caution hypothécaire de la part de M. AIT YALLA Kacem à hauteur de 1 000 000 €.

La Société reste redevable de 773 K€ dans le cadre de cette ligne, montant qui a été déclaré au passif de la Société.

En vertu d'une ligne de crédit octroyée par un organisme financier, la Société a souscrit un billet à ordre de 300 000 €, avalisé par M. AIT YALLA Kacem, alors Président Directeur Général de la Société.

Ce montant demeurant impayé à ce jour, la Société et M. AIT YALLA, en sa qualité de donneur d'aval, restent solidairement devoir à la Banque le montant de l'effet. Ce montant a été déclaré au passif de la Société.

Les locaux occupés par la Société à Saint Germain des Prés font l'objet d'un bail commercial signé entre la Société (le preneur) et Monsieur AIT YALLA Kacem (le bailleur). Ce bail a été consenti pour une durée de neuf années entières et consécutives à compter du 1<sup>er</sup> juillet 1997 puis reconduit pour un loyer annuel fixé 30 500 euros jusqu'au 30 juin 2015.

2011	2012	2013	2014	2015
30500.00€	30500.00€	30500.00€	30500.00€	30500.00€

Le Preneur et le Bailleur auront la faculté de donner congé à l'expiration d'une période triennale en invoquant des dispositions du décret du 30 septembre 1953.

Suite au renouvellement du bail commercial du 21 juillet 2008 signé avec la Société UNIVERSAL MULTIMEDIA, le bailleur renonce à appliquer une augmentation du montant du loyer sur la première période de révision triennale en fonction des indices sur les périodes antérieures au 31 mars 2011.

### Droit individuel à la formation :

Au 30 septembre 2011, les droits acquis par les salariés au titre du DIF s'élèvent à 779 heures.

**Informations relatives aux parties liées (décret 2009-267 du 9 mars 2009)**

**1/ SPA BYA ELECTRONIC**

Désignation de la partie liée : société de droit algérien SPA BYA ELECTRONIC

Personnes concernées :

Monsieur Kacem AIT YALLA, président de la société UNIVERSAL MULTIMEDIA et associé de la société SPA BYA ELECTRONIC.

Monsieur Slimane AIT YALLA, président de la société BYA ELECTRONIC et associé de la société UNIVERSAL MULTIMEDIA.

**1.1/**Dans les comptes clients de la Société UNIVERSAL MULTIMEDIA, figurent pour 1 835 K€, des créances sur la Société BYA ELECTRONIC en Algérie.

Un plan d'étalement du remboursement établi sur 8 ans a été mis en place en 2008, le paiement de la quatrième annuité est fixé en avril 2012, et les trois premières annuités ont été honorées.

**2/Monsieur AIT YALLA Kacem**

Monsieur AIT YALLA Kacem détient 615121 actions nominatives UNIVERSAL MULTIMEDIA et 31096 actions au porteur UNIVERSAL MULTIMEDIA sur un total de 1901200 actions.

**2.1/** Les locaux occupés par la Société à Saint Germain des Prés font l'objet d'un bail commercial signé entre la Société (le preneur) et Monsieur AIT YALLA Kacem (le bailleur). Ce bail a été consenti pour une durée de neuf années entières et consécutives à compter du 1<sup>er</sup> juillet 1997 puis reconduit pour un loyer annuel fixé 30 500 Euros jusqu'au 30 juin 2015.

Le Preneur et le Bailleur auront la faculté de donner congé à l'expiration d'une période triennale en invoquant des dispositions du décret du 30 septembre 1953.

**3/ Messieurs Kacem et Slimane AIT YALLA**

Prêt de consommation d'actions de la société UNIVERSAL MULTIMEDIA.

Modalités :

Messieurs Kacem et Slimane AIT YALLA ont prêté respectivement 69 204 et 15 210 actions de la société UNIVERSAL MULTIMEDIA à la société UNIVERSAL MULTIMEDIA.

Les deux contrats de prêt de consommation sont arrivés à leur échéance au cours de l'exercice 2005/2006. Les titres n'ayant pas encore été restitués aux prêteurs, ceux-ci possèdent toujours de ce fait une créance de restitution de ces quantités de titres à l'égard de la société UNIVERSAL MULTIMEDIA.

**4/SARL GROUPE AIT YALA K & S**

Désignation de la partie liée : société de droit français SARL GROUPE AIT YALA K & S

Personne concernée:

Monsieur Kacem AIT YALLA, président de la société UNIVERSAL MULTIMEDIA et gérant de la SARL GROUPE AIT YALA K & S.

**4.1/**Un contrat de prestation de service a été signé le 12 avril 2011 entre la société GROUPE AIT YALA K&S et la société UNIVERSAL MULTIMEDIA avec effet rétroactif au 23 décembre 2010. A ce titre, la société UNIVERSAL MULTIMEDIA a perçu au cours du 1<sup>er</sup> semestre 2011/2012, un montant hors taxes de 27 188 €. Le contrat prévoit une rémunération équivalente à 1,5% du chiffre d'affaires total hors taxes réalisé, facturé et encaissé par la Société Cdiscount sur les produits approvisionnés et commercialisés sous les marques CONTINENTAL EDISON.

**4.2/** Suite au contrat susvisé, la Société UNIVERSAL MULTIMEDIA a vendu sans marge à la SARL GROUPE AIT YALA K &S des échantillons de produits de la marque CONTINENTAL EDISON pour un montant de 22 K€.

## **5/ Rémunération du Président**

Les rémunérations versées au titre du semestre aux mandataires sociaux d'UNIVERSAL MULTIMEDIA se sont élevées à 25 200 €, et, ne concernent que Monsieur AIT YALLA Kacem.

Aucune autre rémunération n'a été versée sous forme de jetons de présence ou de paiement en actions.

Les mandataires sociaux ne bénéficient d'aucun avantage postérieur à l'emploi, d'aucun autre avantage à long terme, d'aucune indemnité de fin de contrat en cas de départ à la retraite, cessation de fonctions ou autres.

## **Autres notes liées aux comptes semestriels**

### **Risques clients**

Dans les comptes clients, figurent pour 1 835 K€, des créances sur la Société BYA ELECTRONIC en Algérie. Un plan d'étalement du remboursement établi sur 8 ans a été mis en place en 2008, le paiement de la quatrième annuité est fixé en avril 2012, et les trois premières annuités ont été honorées.

### **Risques liés à la sous-traitance**

L'activité de sous-traitance s'élève à 5 617 euros.  
Il n'y a pas de risque lié à la sous-traitance.

### **Risques sur les actions**

A ce jour, il est inexistant.

### **Risques de liquidité et de trésorerie**

Compte tenu des difficultés évoquées ci-dessus et des restrictions d'accès au crédit bancaire auxquelles UNIVERSAL MULTIMEDIA doit faire face, la réussite des actions actuellement entreprises, visant à la restructuration du passif de la société, ainsi qu'à l'apport de financement supplémentaire, est indispensable pour assurer le paiement à bonne date des échéances futures du plan de continuation du 2 avril 2007.

Au cas où ces actions et démarches actuellement entreprises ne seraient pas couronnées de succès, la continuité de l'exploitation des activités de la société serait remise en cause.

(cf paragraphe : Faits de l'exercice et Evènements postérieurs à la clôture)

**LISTE DES REMUNERATIONS ET AVANTAGES DE TOUTE NATURE DES MANDATAIRES SOCIAUX DURANT L'EXERCICE CLOS LE 30 SEPTEMBRE 2011**

1/ La rémunération et avantages de toutes nature de Monsieur **AIT YALLA Kacem**, Président du Conseil d'Administration au cours de l'exercice clos le 30 septembre 2011 :

.société concernée : UNIVERSAL MULTIMEDIA SA  
 .montant de la rémunération : 25 200 euros  
 .montant des avantages de toute nature : 1 566 euros

.Autre société concernée par l'article L 226-1 al2 du Code de Commerce : néant

2/ La rémunération et avantages de toutes nature de Madame **AIT YALLA Yasmine**, Administrateur au cours de l'exercice clos le 30 septembre 2011 :

.société concernée : UNIVERSAL MULTIMEDIA SA  
 .montant de la rémunération : néant  
 .montant des avantages de toute nature : néant

.Autre société concernée par l'article L 226-1 al2 du Code de Commerce : néant

3/ La rémunération et avantages de toutes nature de Madame **GUTMANN Angèle**, Administrateur au cours de l'exercice clos le 30 septembre 2011 :

.société concernée : UNIVERSAL MULTIMEDIA SA  
 .montant de la rémunération : néant  
 .montant des avantages de toute nature : néant

.Autre société concernée par l'article L 226-1 al2 du Code de Commerce : néant

**Honoraires des commissaires aux comptes**

	30/09/2011	30/09/2010
<u>Honoraires HT des commissaires aux comptes</u>		
- au titre du contrôle légal	30 000€	39 900€
- au titre des conseils et prestations entrant dans les DDL		
<b>Total</b>	<b>30 000€</b>	<b>39 900€</b>

## ACTIF IMMOBILISE

CADRE A : IMMOBILISATIONS	Valeur brute en début d'exercice	Augmentations	
		Réévaluation exercice	Acquisitions créations
Frais d'établissement R&D <b>TOTAL 1</b>			
Autres postes d'immo. Incorporelles <b>TOTAL 2</b>			
Terrains			
Constructions sur sol propre			
Constructions sur sol d'autrui			
Constructions, installations générales, agencement.			
Installations techniques, matériel et outillage ind.	37 995		
Installations générales, agencts., aménags. Divers	4 646		
Autres matériels de transport	24 214		
Matériel de bureau et informatique, mobilier	12 446		
Emballages récupérables et divers			
Immobilisations corporelles en cours			
Avances et acomptes			
<b>TOTAL 3</b>	<b>79 300</b>		
Participations évaluées par mise en équivalence			
Autres participations	6 000		
Autres titres immobilisés	54 515		
Prêts & autres immobilisations financières	373		14
<b>TOTAL 4</b>	<b>60 888</b>		<b>14</b>
<b>TOTAL GÉNÉRAL (1+2+3+4)</b>	<b>140 189</b>		<b>14</b>

CADRE B IMMOBILISATIONS		Diminutions		Valeur brute des immobilisations	Réévaluation légale ou évaluation par mise en équivalence
		Par virement			Valeur d'origine des immobilisations en fin d'exercice
Frais d'établissement R&D <b>TOTAL 1</b>					
Autres postes d'immo. Incorporelles <b>TOTAL 2</b>					
Terrains					
Constructions	sur sol propre				
	sur sol d'autrui				
	Inst. Gales., agencts. Et am. Const.				
Installations techniques matériel et outillage					37 995
Autres immo. corporelles	Inst. Gales., agencts., amé- nagement divers				4 646
	Matériel de transport				24 214
	Matériel de bureau & informatique				12 446
	Emballages récupérables & divers				
Immobilisations corporelles en cours					
Avances & acomptes					
<b>TOTAL 3</b>					<b>79 300</b>
Participations évaluées par mise en équivalence					
Autres participations					6 000
Autres titres immobilisés					54 515
Prêts & autres immobilisations financières					388
<b>TOTAL 4</b>					<b>60 903</b>
<b>TOTAL GÉNÉRAL (1+2+3+4)</b>					<b>140 203</b>



# AMORTISSEMENTS

CADRE A		SITUATIONS ET MOUVEMENTS DE L'EXERCICE			
Immobilisations amortissables		Montant début d'exercice	Augmentations	Diminutions	Montant fin d'exercice
Frais d'établissement, de recherche et développement <b>TOTAL 1</b>					
Autres immobilisations incorporelles <b>TOTAL 2</b>					
Terrains					
Constructions	sur sol propre				
	sur sol d'autrui				
	installations générales				
Installations techniques, matériel et outillage industriels		29 882	1 661		31 543
Autres immobilisations corporelles	installations générales	1 354	233		1 587
	matériel de transport	20 431	1 513		21 944
	matériel de bureau	11 472	552		12 024
	emballages récupérables				
<b>TOTAL 3</b>		<b>63 139</b>	<b>3 959</b>		<b>67 098</b>
<b>TOTAL GÉNÉRAL (1+2+3)</b>		<b>63 139</b>	<b>3 959</b>		<b>67 098</b>

**PROVISIONS**

NATURE DES PROVISIONS		Montant au début de l'exercice	Augmentations dotations de l'exercice	Diminutions reprises à la fin de l'exercice	Montant à la fin de l'exercice
Provisions gisements					
Provisions pour investissement					
Provisions hausse des prix					
Amortissements dérogatoires					
Dont majorations except. 30%					
Provisions fiscales pour implant. à l'étranger avant le 01/01/1992					
Provisions fiscales pour implant. à l'étranger après le 01/01/1992					
Provisions pour prêts d'installation					
Autres provisions réglementées					
<b>TOTAL 1</b>					
Provisions pour litiges					
Provisions garanties données aux clients					
Provisions pertes de marché à terme					
Provisions amendes & pénalités					
Provisions pertes de change					
Provisions pensions & obligations					
Provisions pour impôts					
Provisions renouvellement des immobilisations					
Provisions grosses réparations					
Provisions charges sociales et fiscales sur congés à payer					
Autres provisions pour risques et charges					
<b>TOTAL 2</b>					
Immobilisations incorporelles					
Immobilisations corporelles					
Immobilisations titres équivalence					
Titres de participation		6 000			6 000
Autres immobilisations financières		54 658			54 658
Sur stocks et en cours		2 331 880	1	2 819	2 334 698
Sur comptes clients		1 640 193			1 640 193
Autres pour dépréciations		351 353			351 353
<b>TOTAL 3</b>		<b>4 384 084</b>	<b>1</b>	<b>2 819</b>	<b>4 386 902</b>
<b>TOTAL GÉNÉRAL (1+2+3)</b>		<b>4 384 084</b>	<b>1</b>	<b>2 819</b>	<b>4 386 902</b>
dont dotations et reprises	- d'exploitation		1	2819	
	- financières				
	- exceptionnelles				
Titres mis en équivalence					

**ECHEANCES, CREANCES ET DETTES**

<b>CADRE A</b>	<b>ÉTAT DES CRÉANCES</b>	<b>Montant brut</b>	<b>À un an au plus</b>	<b>À plus d'un an</b>
Créances rattachées à des participations				
Prêts		143	143	
Autres immobilisations financières		245		245
Clients douteux ou litigieux		1 831 299		1 831 299
Autres créances clients		1 776 909	40 837	1 736 072
Créances r. de titres prêtés				
Personnel et comptes rattachés				
Sécurité sociale et autres organismes sociaux				
État et autres collectivités publiques	Impôt sur les bénéfices			
	Taxe sur la valeur ajoutée	96 849	96 849	
	Autres impôts, taxes et versements assimilés			
	Divers			
Groupe et associés				
Débiteurs divers (dont créances relatives à des opérations de pension de titres)		457 541	103 563	353 978
Charges constatées d'avance		2 137	2 137	
<b>TOTAUX</b>		<b>4 165 123</b>	<b>243 529</b>	<b>3 921 594</b>
Montant des	prêts accordés en cours d'exercice			
	remboursements obtenus en cours d'exercice			
Prêts et avances consentis aux associés				

CADRE B	ÉTAT DES DETTES	Montant brut	À un an au plus	À plus d'un an et 5 ans au plus	À plus de cinq ans
Emprunts obligataires convertibles					
Autres emprunts obligataires					
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	à 1 an max. à l'origine	7 575	2 525	5 050	
	à plus de 1 an à l'origine				
Emprunts et dettes financières divers		7 607 228	2 535 742	5 071 486	
Fournisseurs et comptes rattachés		3 009 229	1 559 516	1 267 002	182 711
Personnel et comptes rattachés		134 997	48 386	50 710	35 901
Sécurité sociale et autres organismes sociaux		485 937	167 422	220 554	97 961
État et autres collectivités publiques	Impôt sur les bénéfices				
	Taxe sur valeur ajoutée	1 913	1 913		
	Obligations cautionnées				
	Autres impôts, taxes et assimilés	443 494	158 574	284 920	
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés					
Groupe et associés					
Autres dettes (dont dettes relatives à des opérations de pension de titres)		471 286	14 734	10 719	445 833
Dette représentative de titres emp.					
Produits constatés d'avance		48 658	48 658		
<b>TOTAUX</b>		<b>12 210 317</b>	<b>4 537 470</b>	<b>6 910 441</b>	<b>762 406</b>
Emprunts souscrits en cours d'exercice					
Emprunts remboursés en cours d'exercice					
Emprunts et dettes contractés auprès des associés personnes physiques					

## PRODUITS A RECEVOIR

	Montant
Créances rattachées à des participations	
Autres immobilisations financières	
Créances clients et comptes rattachés	24 759
Autres créances	
Disponibilités	
<b>TOTAL</b>	<b>24 759</b>

**CHARGES A PAYER**

	Montant
Emprunts obligataires convertibles	
Autres emprunts obligataires	
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	
Emprunts et dettes financières diverses	
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	122 677
Dettes fiscales et sociales	45 746
Autres dettes	
<b>TOTAL</b>	<b>168 423</b>

## CHARGES ET PRODUITS CONSTATE D'AVANCE

	Charges	Produits
Charges / Produits d'exploitation	2 137	48 658
Charges / Produits financiers		
Charges / Produits exceptionnels		
<b>TOTAL</b>	<b>2 137</b>	<b>48 658</b>

**DETAIL DES CHARGES EXCEPTIONNELLES**

	30/09/2011	30/09/2010
<b>Sur opérations de gestion</b>		
671200 Pénalité Amendes Fiscales	428	90
671800 Autres ch except/op.gestion		
672000 Charges except/ex anterieur		
<b>Sur opérations en capital</b>		
675000 Val. net compta cédée		
675100 Val.compta.imm.incorp.ced		7 613
675600 Immo financieres		
678800 Ch except. diverses		
<b>Dotations aux amort et provisions</b>		
687100 Dot.amt.except.immobil		
687500 Dot.prov.risq&ch except		
<b>TOTAL</b>	<b>428</b>	<b>7 703</b>

**DETAIL DES PRODUITS EXCEPTIONNELS**

	30/09/11	30/09/10
<b>Sur opération de gestion</b>		
77100 Prod.except/operation gestion		
771800 Autres Prod except/opera gestion		
77200 Prod.exploit/exeerc.anterieur	3 934	4 124
77800 Autres Prod. exceptionnels		
<b>Sur opération en capital</b>		
77500 Prod cess elements actif		
775200 Prod cession immo corpo		
778800 Prod exceptionnels divers		
<b>Reprise aux amt et provisions</b>		
787500 rep prov risque et ch except		
<b>TOTAL</b>	<b>3 934</b>	<b>4 124</b>



## COMPOSITION DU CAPITAL SOCIAL

	Nombre	Valeur nominale
Actions / parts sociales composant le capital social au début de l'exercice	1 901 200	1.00
Actions / parts sociales émises pendant l'exercice		
Actions / parts sociales remboursées pendant l'exercice		
Actions / parts sociales composant le capital social en fin d'exercice	1 901 200	1.00

## VENTILATION DE L'IMPOT SUR LES BENEFICES

	Résultat avant impôt	Impôt	Résultat net après impôt
Résultat courant	-302 034		-302 034
Résultat exceptionnel (et participation)	3 505		3 505
Résultat comptable	-298 529		-298 529

**ENGAGEMENTS FINANCIERS**

Engagements donnés	Montant
Effets escomptés non échus	
Avals et cautions	1 300 000*
Engagements en matière de pensions	
Engagements en matière de retraite	16 000
Autres engagements donnés :	
<b>TOTAL</b>	<b>1 316 000</b>
(1) dont concernant :	
• les dirigeants	
• les filiales	
• les participations	
• les autres entreprises liées	
• les engagements assortis de sûretés réelles	

Engagements reçus	Montant
Plafonds des découverts autorisés	
Avals et cautions reçus	1 300 000*
Autres engagements reçus :	
Biens reçus en crédit-bail	
<b>TOTAL</b>	<b>1 300 000</b>

\*cf. paragraphe engagement hors bilan

**INCIDENCE DES EVALUATIONS FISCALES DEROGATOIRES**

	Montant
Résultat de l'exercice	-298 529
Impôt sur les bénéfices	
Résultat avant impôt	-298 529
Variation des provisions réglementées :	
Autres évaluations dérogatoires :	
Résultat hors évaluations fiscales dérogatoires (avant impôt)	-298 529
Ces évaluations ont pour effet d'augmenter (de diminuer) le poste " Provisions réglementées " de	

**ACCROISSEMENT ET ALLEGEMENT DETTE FUTURE D'IMPOT**

Accroissements de la dette future d'impôt	Montant
<b>Provisions réglementées :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Amortissements dérogatoires</li> <li>- Provisions pour hausse des prix</li> <li>- Provisions pour fluctuation des cours</li> </ul> <b>Autres</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>TVTS</li> <li>Amendes</li> <li>Ecart de conversion passif</li> <li>Ecart conversion actif N-1</li> </ul>	
<b>Total</b>	
Allègements de la dette future d'impôt	Montant
<b>Provisions non déductibles l'année de leur comptabilisation :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Provisions pour congés payés</li> <li>- Participation des salariés</li> </ul> <b>Autres</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>Crédit impôt recherche</li> <li>Ecart de conversion actif</li> <li>Ecart passif N-1</li> </ul>	1 497 617
<b>Total</b>	<b>1 497 617</b>
<i>Amortissements réputés différés</i> <i>Déficits reportables au 30/09/2011</i> <i>Moins-values à long terme</i>	19 936 042

## REMUNERATION DES MANDATAIRES SOCIAUX

Rémunérations allouées aux membres :	Montant
• des organes d'administration	
• des organes de direction	26 766
• des organes de surveillance	

**EFFECTIF MOYEN**

	Personnel salarié	Personnel mis à disposition de l'entreprise
Cadres	6	
Agents de maîtrise et techniciens	1	
Employés	2	
Ouvriers	1	
<b>TOTAL</b>	<b>10</b>	

## LISTE DES FILIALES ET PARTICIPATIONS

Filiales et participations :	Capitaux propres	Quote-part du capital détenue en pourcentage	Résultat du dernier exercice clos
<b>A. RENSEIGNEMENTS DÉTAILLÉS CONCERNANT LES FILIALES ET PARTICIPATIONS</b>			
<b>1. Filiales (plus 50% du capital détenu)</b>			
SARL SYBATRONIC ZI LA MONTGERVALAISE 35720 LA MEZIERE (En liquidation)	975	75.00 %	-7 024
<b>2. Participations (10 à 50% du capital détenu)</b>			
<b>B. RENSEIGNEMENTS GLOBAUX CONCERNANT LES AUTRES FILIALES ET PARTICIPATIONS</b>			
1. Filiales non reprises en A			
a) françaises			
b) étrangères			
2. Participations non reprises en A			
a) françaises			
b) étrangères			



**LISTE DES FILIALES ET PARTICIPATIONS**

Capital	Réserves et report à nouveau avant affectation	Valeurs des titres	Prêts/avance consentis et non remb.	CA HT	Dividendes encaissés par la société au cours de l'exercice	Observations
		Valeur brute		Résultat du dernier exercice écoulé		
Quote-part détenue (en %)		Valeur nette	Caution/aval donnés par la sté			

<b>A- Renseignements détaillés concernant les filiales et les participations</b>							
1- Filiales (+50% du capital détenu)							
SARL SYBATRONIC	8 000 75 %		6 000 0		-7 024		En liquidation
2- Participations (de 10 à 50%) du capital détenu)							
<b>B-Renseignements globaux concernant les autres filiales ou participations</b>							
1-Filiales non reprises en A:							
a) françaises							
b) étrangère							
2-Participations non reprises en A							
a) françaises							
b) étrangères							

**RESULTAT DE LA SOCIETE AU COURS DES 5 DERNIERS EXERCICES**

Exercices concernés	31/03/2008	31/03/2009	31/03/2010	31/03/2011	30/09/2011
<b>CAPITAL FIN EXERCICE</b>					
Capital social	1 901 200	1 901 200	1 901 200	1 901 200	1 901 200
Nombre actions ordinaires	1 901 200	1 901 200	1 901 200	1 901 200	1 901 200
Nombre d'actions à Dividendes prioritaires					
Nombre maximal d'actions futurs à créer / conversion obligations / exercice droit souscription					
<b>OPERATIONS - RESULTATS DE L'EXERCICE</b>					
Chiffre d'affaires HT	374 412	670 739	283 273	344 067	158 057
Résultat avant impôts amortissements - provisions	(1 149 641)	(1 316 904)	(1 009 853)	(577 463)	(291 752)
Impôts sur les bénéfices	(191 033)	(186 577)	(168 502)	(155 601)	
Participation salariés					
Résultat après impôts	(821 247)	(983 151)	(673 662)	(437 218)	(298 529)
Résultat distribué					
<b>RÉSULTAT PAR ACTION</b>					
Résultat après impôts, Part.salariés mais avant amortissements - provisions	(0.5)	(0.6)	(0.44)	(0.22)	(0.16)
Résultat après impôts, Participations salariés amortissements - provisions	(0.43)	(0.52)	(0.35)	(0.23)	(0.16)
Dividende brut versé à Chaque action					
<b>PERSONNEL</b>					
Effectif moyen	11	10	9	10	10
Montant masse salariale					
Montant sommes versées au	328 691	351 130	357 100	326 094	150 964
Titre des avantages Sociaux (SS, œuvres soc.)	159 348	148 379	139 237	138 860	64 633

**SOLDES INTERMEDIAIRES DE GESTION**

	Du 01/04/11 Au 30/09/11	Du 01/04/10 Au 30/09/10
<b>CHIFFRE D'AFFAIRES</b>	<b>158 057</b>	<b>297 238</b>
<b>VENTES DE MARCHANDISES</b>	103 815	57 790
Achats de marchandises	87 196	56 375
Variation stocks de marchandises	-10 050	
<i>Coût d'achat March. Vendues</i>	77 146	
<b>MARGE COMMERCIALE</b>	<b>26 669</b>	<b>1 415</b>
Ventes produits finis & travaux	21 779	171
Ventes de services	32 463	239 277
Production stockée	-21 644	5 225
Autres produits		11
<b>PRODUCTION EXERCICE</b>	<b>32 579</b>	<b>246 099</b>
Achats Matières premières	99	
Variation stocks matières		235
<i>Consommation matière</i>		
<i>Marge sur Coût des matières</i>		
<i>Activité</i>		
<i>Marge globale</i>		
Autres achats et ch. Externes	131 127	197 480
<b>VALEUR AJOUTEE</b>	<b>-71 978</b>	<b>48 384</b>
Subventions d'exploitation		
Impôts & taxes	6 974	7 496
Salaires	150 946	163 799
Charges sur salaires	64 633	70 170
<i>Sous total Salaires &amp; Charges</i>	215 579	233 969
Cotisations exploitant		
Rémunération exploitant		
<b>EXCEDENT BRUT D'EXPLOITATION</b>	<b>-294 532</b>	<b>-193 081</b>
Autres produits, Reprise amort....	3	1
Autres Charges	731	1
Dotations Amortissements	3 959	4 348
Dotations Provisions	2 819	1
<b>RESULTAT D'EXPLOITATION</b>	<b>-302 038</b>	<b>-197 430</b>
Bénéfice attribué ou perte transférée		
Perte supportée ou bénéfice transféré		
Produits financiers	5	632
Charges financières		1 542
<i>Résultat financier</i>		
<b>RESULTAT COURANT</b>	<b>-302 034</b>	<b>-198 340</b>
Produits exceptionnels	3 934	4 124
Charges exceptionnelles	429	7 703
<i>Résultat exceptionnel</i>	3 505	-3 579
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise		
Impôts sur les bénéfices		
<b>RESULTAT NET</b>	<b>-298 529</b>	<b>-201 919</b>